La lutte des classes enseignée de l’autre côté de la barricade

Nous livrons aujourd'hui quelques fragments du cours professé à l'Institut d'Études Politiques de Paris (ex « Sciences Po ») en 1951 – 52 par M. Delouvrier (sic), Directeur Général des Impôts, homme de confiance de la haute finance, actuellement Directeur de Cabinet de M. René Mayer (président de la Haute Autorité Charbon-Acier) et présenté pour remplacer M. Dubois, représentant de la France au Maroc, démissionnaire. Ce cour, obligatoire et « fondamental » est destiné à faire comprendre à tous les futurs directeurs des administrations publiques et privées les mécanismes pratiques du système qu'ils auront à gérer. Sous le titre général de « Politique économique de la France », il livre le bilan des expériences faites en ce pays depuis la grande crise de 1929. Or le fait symptomatique qui se dégage à la lecture de ce cours, ce que, à travers tous les tâtonnements de la bourgeoisie, la vie économique a été entièrement rythmée et conditionnée par les mouvements de masse de la classe ouvrière d'une part et d'autre part par la trahison permanente des directions des partis de gauche et des centrales syndicales. C'est à ces deux pôles qu'est limitée toute l'action de la classe dirigeante qui tantôt est obligée de céder sous la pression des masses, et tantôt reprend ce qu'elle a cédé grâce aux leaders « ouvriers ».
Voici ce qui se rapporte à la période 1936 – 1945. La période d'après-guerre sera analysée dans un prochain numéro.

Tout ce qui est souligné par nous et les sous-titres sont de « Noir et Rouge »

Les chiffres entre parenthèses correspondent aux pages du cours et ne sont indiqués qu'à titre de référence.

Situation en France en 1936 (94 -- 95)

... De 1930 à 1935 les revenus du travail salarié auraient fléchi de 30 %, alors que le coût de la vie ne baissait que de 18 % dans la Seine et de 20 % ailleurs.
Les fonctionnaires, les retraités, les pensionnaires, les rentiers, avaient vu améliorer leur niveau de vie réel, mais ils n'en tiraient guère de satisfaction psychologique. Au contraire, l'obstination des Ministères des Finances à réduire les revenus nominaux les avaient exaspérés.

La misère des ouvriers et la colère des fonctionnaires expliquent dans une large mesure l'explosion électorale et gréviste au printemps de 1936, qui allait avoir pour conséquence un changement complet dans la politique économique de la France.

Le ressentiment des victimes de la déflation, la discipline électorale appliquée au second tour par les partis de gauche regroupés depuis les évènements du 6-11-1934, les consignes de collaboration données au P.C par le 7^{e} Congrès du Komintern en août 1935, telles furent les causes essentielles de la victoire du Front Populaire (aux élections du 4 mai 1936)

Dans les autres pays européens, en Angleterre, dans les États scandinaves, en Belgique même, il y avait déjà plusieurs années que le Parti Socialiste avait accédé au pouvoir. En France son arrivée tardive fut un évènement considérable, et pour certaines classes de la population, elle constituait une surprise et même une émotion dont on a un certain mal à se rendre compte aujourd'hui.

Les grèves (97 -- 98)

Mais on ne comprendrait absolument rien aux mesures prises par le gouvernement Blum, si on oubliait le climat social dans

lequel ces mesures ont été prises. C'est ce qui permet de dire que cette politique, dans cette première phase n'a été que « relativement » délibérée[[Ce que L. Blum a appelé lui-même son « expérience » comprend 2 phases :
- pendant les premiers mois, la politique à été « relativement » voulue.
- les mesures prises à partir de septembre ne faisait pas partie du programme initial ;elles ont été imposées par les circonstances.]]. Tout de suite après les élections qui se terminent le 3 mai on assiste à une explosion de grèves sans précédent par leur nombre et leur nature.

... Dans la Seine seule on a compté 1.300 conflits, 338.000 grévistes et à peu près autant d'occupations d'usines que de conflits[[Appelées aussi « grèves sur le tas ».]]. (Ces chiffres) ne traduisent pas l'atmosphère réelle de cette espèce d'énorme soulèvement populaire, véritable lame de fond entreprise avec beaucoup d'enthousiasme et un caractère en fin de compte, on peut le dire maintenant, assez « bon enfant ».

M. Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., a bien dit, dans son discours au Comité Confédéral National du 16 mai 1936 :

« Le mouvement s'est déclenché sans qu'on su vraiment comment et où. »

L'opinion de droite n'a jamais compris ni voulu croire cette assertion de M. Jouhaux, mais il est à peu près avéré aujourd'hui que certains chefs syndicaux ont été surpris de l'ampleur de la réaction populaire et véritablement débordés, de même qu'ils ont été surpris et débordés par leur succès consigné dans les accords Matignon. Ce n'est pas le lieu d'étudier les origines (encore aujourd'hui casez mal élucidées) de ce mouvement, ni d'en montrer dans tous les domaines les considérables conséquences dont la plus fondamentale fut la naissance du quatrième pouvoir de la R. F., le pouvoir syndical.

L'explosion des grèves a obligé le gouvernement à mettre en œuvre ses idées avec une précipitation et une ampleur qu'il ne désirait certainement pas en prenant le pouvoir. Elle a de plus mis le Parlement en état de moindre résistance aux propositions qui lui étaient faites par le gouvernement pendant la première année, la seule en fait, pendant laquelle le Front populaire a gouverné sans conteste il ne fut pas utile de recourir aux décrets-lois. Le Sénat lui-même votait tout.

Accord Matignon

... Dès la fin du mois de juin 1936, les mesures essentielles de revalorisation du pouvoir d'achat étaient prises et la réduction de la durée du travail acquise dans son principe. Les masses salariées avaient conquis plus de « loisirs » et plus « d'argent ».

Quelques réformes (?) du gouvernement Blum (103 – 104)

La réforme de la Banque de France n'a pas eu d'incidence directe sur la politique économique ; elle était surtout spectaculaire et révélatrice d'un état d'esprit : le désir manifesté par le gouvernement de se débarrasser du « mur d'argent » et d'éliminer du pouvoir des « 200 familles ».

La « nationalisation » des usines de guerre a été prévue par la loi du 2 août 1936 loi qui, à la vérité n'avait pas d'objectifs économiques, et qui prend sa place essentiellement parmi les textes préparant la nation à la guerre. La loi a été prise pour une large part sous l'influence des militaires désireux d'avoir un « statut national des industries de guerre » et la mainmise directe sur certaines fabrications.

La pause Blum (114 – 115)

Le premier cabinet Blum est resté au pouvoir à peine plus d'un an, il est tombé le 21 juin 1937, mais l'expérience Blum est officiellement terminée le 5 mars 1937... le gouvernement décida à changer de voie et voulut obtenir un choc psychologique, expression familière de Léon Blum et qui a fait fortune ; dans le communiqué du 5 mars 1937 il annonça la « pause » ce qui rappelle à plusieurs égards l'obligation où se trouva Lénine d'instaurer la N.E.P., nouvelle politique économique. On assista à cette situation curieuse : le premier gouvernement socialiste que se fut donné la France, contraint pour n'avoir pas pu choisir de faire la politique traditionnelle de la confiance.

Les troubles politiques et sociaux étaient continuels et donnèrent lieu à des incidents graves (émeutes de Clichy fin mars). En juin de nouvelles difficultés de trésorerie apparurent...

Il fallait donc des moyens exceptionnels. Le gouvernement Blum demanda le 14 juin les pleins pouvoirs pour prendre les mesures nécessaires à la défense de l'encaisse-or et au redressement économique et financier. Son intention paraissait être d'établir le contrôle des changes et de s'engager dans la voie de la socialisation. La Chambre lui accorda les pleins pouvoirs mais le Sénat, inquiet de l'usage qu'il en ferait les lui refusa.

On craignit un moment une crise constitutionnelle. Le gouvernement hésita puis finalement démissionna le 21 juin 1937. Aussi le gouvernement Blum qui avait commencé de si héroïque manière, finissait d'une façon fort classique, terrassé par le mal financier et ses amis modérés. Les échéances se moquent des théories du cabinet comme des enthousiasmes populaires. Le plébiscite des porteurs de bons et des porteurs de francs l'avait emporté sur le plébiscite des masses salariées.

Conclusion sur Blum (127 – 128)

Dès le départ, la composition même du cabinet Blum et son programme recélaient des contradictions paralysantes pour le gouvernement et choquantes pour l'opinion. Le 31 mai 1936, à la veille de prendre le pouvoir M. Léon Blum, « avec cette clarté émouvante dont il a le secret » explicitait aussi à la tribune du congrès du Parti Socialiste unifié la contradiction fondamentale de sa situation :

« Non seulement le parti socialiste n'a pas eu la majorité mais les partis prolétariens ne l'ont pas eue davantage. Il n'y a pas de majorité socialiste ; il n'y a pas de majorité prolétarienne. Il y a la majorité du Front Populaire dont le programme de front populaire est le lieu géométrique. Notre mandat, notre devoir c'est d'accomplir et d'exécuter ce programme. Il s'ensuit que nous irons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons montré les contradictions et les iniquités au cours de notre campagne électorale. C'est cela l'objet de notre expérience, et le vrai problème, que cette expérience va poser, c'est le problème de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs. »

Ainsi le premier gouvernement socialiste acceptait la société capitaliste et acceptait de voir appliquer son programme dans le cadre du système capitaliste. Et, dès lors qu'il avait choisi la politique de contradiction, il était dans les contradictions. Dès lors qu'il ne voulait faire ni dévaluation ni contrôle des changes, ni prélèvement fiscal exceptionnel, dès lors qu'il acceptait les augmentations de salaires, les quarante heures, les cinq huit, les crédits militaires, il était condamné à faire une politique de gauche avec les porte-monnaie de droite. Il se soumettait, comme tous ses successeurs, comme ses prédécesseurs au plébiscite des

porteurs de bons et des porteurs de francs.

La position était intenable et la logique des faits si forte que M. Léon Blum sera obligé successivement de prendre toutes les positions, d'abord de faire la dévaluation, ensuite de faire la pause pour rechercher la confiance puis enfin en mars -- avril 1938, il proposera pour la première fois un système cohérent, c'est-à-dire le contrôle des changes, le prélèvement sur le capital et la mobilisation des avoirs bancaires. Il était trop tard, le moment était passé politiquement, socialement et internationalement.

« Ce n'est pas l'arrivée au pouvoir du parti socialiste qui pouvait étonner, dit M. Rist en 1937. L'Angleterre, les États scandinaves, la Belgique ont fait déjà l'expérience d'un gouvernement socialiste. Il était inévitable qu'un jour ou l'autre étant donné la croissance de ce parti aux élections successives la France connût également un gouvernement de cette nature. Nous serions, au contraire, plutôt tentés de regretter que la participation au pouvoir de ce parti n'ait pas eu lieu plus tôt. Il eut connu plus tôt également les difficultés que comportent les responsabilités du pouvoir et la nécessité de maintenir, quel que soit le programme théorique sur lequel on s'appuie les forces permanentes d'un État. S'il avait fait cette expérience plus tôt sa prise de pouvoir eut moins effrayé et il est heureux qu'on ait trouvé à sa tête un chef dont l'autorité et la grande culture ont permis d'atténuer bien des impatiences. Mais le seul fait que l'étiquette socialiste fut celle du parti dirigeant, de la majorité, devait entraîner nécessairement dans une partie de l'opinion des craintes et des inquiétudes qui n'ont pas cessé de peser sur le développement économique et financier des évènements. »

Conclusions sur les chances d'un

gouvernement de coalition (130)

En temps normal la politique d'un gouvernement de coalition ne peut être qu'une politique de compromis : ce sont les voix d'appoint pour faire la majorité qui finalement déterminent le programme ou plus exactement l'édulcorent.

Décrets-lois Chautemps 6 août 1937 (120)

Le gouvernement a reçu mission de remettre les capitaux, les patrons et les salariés au travail ; une condition est toutefois posée pour les capitaux, il faut les remettre « au travail » sans contrôle des changes. C'est-à-dire que le nouveau gouvernement de Front populaire à direction radicale s'engage dans la politique de la confiance et la restauration du crédit public...

Conclusion sur la période de Front Populaire (129 – 130)

« Le Front populaire, réintroduit dans notre vie politique la vieille émotion historique, celle des Jacqueries, des trois révolutions et de la Commune. Quoi de plus typiquement français, de plus traditionnel que ces vastes mouvements populaires ? »

M. Rosenstock-Frank (Démocraties en crise Roosvelt, Vanzeeland, Blum)

Les mouvements grévistes de 1936 ont dressé contre le cabinet Blum l'hostilité implacable des patrons qui rendaient responsable le gouvernement des occupations d'usines. L'occupation d'usines, c'est l'atteinte la plus grave que l'on puisse faire à l'autorité patronale, et les patrons ont été très profondément atteints dans leur psychologie par cette opération. Un patron dans une usine vidée par la grève reste

le maître. Mais un patron dans une usine remplie par la grève n'y trouve plus sa place ; d'ailleurs on ne la lui laisse pas, on lui interdit d'entrer ; alors quel sentiment de spoliation de subversion de l'ordre établi !

Cette position sentimentale (sic) s'est traduite, pendant 2 ans, par une hostilité très dure – et très triste à considérer – entre un front patronal et un front ouvrier, hostilité qui n'a cédé, du côté patronal (resic) qu'en 1938, après l'échec de la grève générale.

Enfin l'atmosphère sociale empoisonnée pendant plus de 2 ans, les contradictions du gouvernement, les difficultés financières, la hausse des prix entraînèrent la crainte de tous ceux qui manient l'argent depuis la grande banque, consciente de ces actes, jusqu'à l'épargnant anonyme qui agit au gré des nouvelles. On assiste alors à la grève alternée des capitaux et des travailleurs. Tout pour l'épargnant est un élément de crainte et l'occasion est trop belle de jouer de cette crainte contre le gouvernement. La presse financière, qui est entre des mains conservatrices dit et répète l'échec de l'expérience socialiste. Les intérêts menacés se coalisent.

L'expérience Blum a été un échec total.

À cette époque il n'y a eu que deux programmes cohérents :
- Celui de M. Blum en mars – avril 1938 mais il n'y avait plus de force politique pour le soutenir.
- Celui de M. Paul Reynaud en novembre 1938, qui n'a réussi que grâce à l'échec de la grève générale.

Daladier – Reynaud (119, 131, 132, 133, 134, 135, 136)

Le 5 octobre 1938 après la crise de Munich M. Daladier demande à nouveau les pleins pouvoirs (et les obtient pour réaliser le redressement de la situation économique et financière).

M. Marchandeau (radical) alors ministre des Finances inclinait vers l'adoption des mesures de contrainte et de contrôle pratiquement vers la reprise des mesures essentielles indiquées par Léon Blum dans son programme du mois de mars et dont M. Marchandeau n'avait en mai et juin, appliqué que les mesures secondaires. Après des débats orageux au Conseil des ministres M. Marchandeau cède sa place, d'accord avec ses collègues, à M. P. Reynaud le 1er octobre 1938.

Le 13 novembre 1938, 42 décrets-lois paraissent au Journal Officiel...

Le principe de la loi de 40 heures est maintenu mais on l'« assouplit ».

D'abord la durée du travail sera répartie obligatoirement sur 6 jours. Ensuite les industriels pourront faire faire des heures supplémentaires sur leur seule demande, et enfin, les heures supplémentaires seront payées à un tarif non prohibitif.

Les décrets-lois à peine parus le gouvernement se heurte à la résistance violente de la classe ouvrière à ces décrets-lois, ou plus exactement des militants de la C.G.T. La C.G.T. avait fait des 40 heures une question de principe... un cheval de bataille... et une mystique pour les masses. Aussi la C.G.T. dans son communiqué célèbre déclara-t-elle nuls et non avenus les décrets-lois de M. Reynaud. Le 26 novembre 1938 la commission administrative de la grande centrale syndicale donne l'ordre de grève générale pour le 30 novembre 1938. La grève devait avoir lieu sans occupation d'usine mais l'ordre – fait nouveau et important – s'appliquait également à tous les fonctionnaires. La grève fut dans son ensemble, un échec indiscutable et caractérisé. Les troupes n'avaient pas suivi. M. Léon Blum le 1er décembre 1938 dans Le Populaire déclarait : « Je dirai que la journée d'hier n'a pas été une victoire pour l'organisation syndicale » et en conclusion de son article « Ce n'est pas une victoire de la classe

ouvrière. » Le 5 décembre, au Comité National de la C.G.T. M. Jouhaux constatait qu'il fallait réviser la conception même de la grève générale et que celle du 30 novembre avait causé une profonde déception parmi les syndiqués ; il exprimait des craintes pour l'avenir du mouvement. En fin de résolution, la C.G.T. se déclarait prête à toute discussion pour mettre terme au conflit...

Cet échec fut une heureuse chance pour l'expérience de M. Reynaud. Elle a créé pour toute une fraction de l'opinion le choc psychologique qui manquait au départ.

Après la première étape, le plan Reynaud devait en comporter une deuxième, elle fut dominée par les perspectives internationales. Après l'annexion de la Tchécoslovaquie, une loi du 19 mars 1939 la dernière des 6 lois de Délégations de pouvoir votées depuis 1934 déclare que le gouvernement autorise à prendre les mesures nécessaires à la défense. nationale. Cette fois-ci il n'est plus question de redressement économique et financier. La préoccupation primordiale est la préparation à la guerre.

... On autorise la semaine de 60 heures dans les usines d'armement...

... Un décret décide qu'il n'y a pas de rémunération des heures supplémentaires avant la 45^{e} heure ce qui est vraiment une entorse grave à la loi de 1936, et abaisse le taux des heures supplémentaires à 5 % après la 45^{e} heure. Petite mesure mais caractéristique du climat social de l'époque, les chômeurs, qui refusent du travail pour la défense nationale sont privés d'allocation de chômage...

Le problème se posait de savoir si la production pourrait se développer assez rapidement... une augmentation de la production aurait exigé un effort de travail et un effort d'investissement accru c'est à dire d'une réduction relative du niveau de vie.

Comment financer une politique :

L'impôt ? (143 – 144)

Napoléon a rendu à l'Angleterre un très grand service en la forçant à adopter « l'income-tax ». On ne saurait trop dénoncer, au contraire, la responsabilité dans les difficultés financières de l'entre-deux-guerres des milieux modérés qui après 1870 et jusqu'à la guerre de 1914 se sont refusés avec une obstination farouche à admettre un système d'impôt sur le revenu.

Il n'a jamais été possible de faire payer par la voie. fiscale leur part des charges publiques aux agriculteurs, qu'ils soient fermiers ou propriétaires exploitants. Mieux même, les paysans reçoivent plus de l'État et des collectivités publiques qu'ils ne leur rapportent. Or ils représentent plus du tiers de la population.

Les avances de trésorerie ? (145)

L'inflation fiduciaire pour les besoins de l'État met en jeu le processus inflationniste suivant un rythme qui s'accélère. Faute d'un prélèvement « conscient » par l'impôt les dépenses sont financées par un prélèvement aveugle sur les victimes naturelles de l'inflation : rentiers, fonctionnaires, retraités, salariés, etc. On peut dire que l'inflation est l'impôt préféré des démocraties faibles.

La vie des gouvernements est placée entre les mains des fameux « porteurs de bons ».

L'emprunt ? (147)

L'abus de l'emprunt d'État a stérilisé l'épargne nationale. L'accumulation du capital est la loi du capitalisme ; si l'on empêche l'accumulation privée il faut la remplacer par l'accumulation publique, faute de quoi l'économie périclite et se trouve rapidement surclassée par les concurrents

internationaux.

Situation en 1939 (158, 159, 160, 161)

Les changements (1929 – 1939) dans l'organisation et le fonctionnement des marchés ont comme conséquence indirecte que le pouvoir économique se centralise de plus en plus.

Changements dans la détention du pouvoir économique (qui passe de plus en plus de l'entrepreneur à l'État, à la profession, au syndicat).

Lorsque le pouvoir syndical intervient pour influer sur les déterminations économiques dans le système capitaliste ses objectifs immédiats sont essentiellement conservateurs ; il s'agit presque moins d'objectifs que de réflexes.

Dès que les producteurs se groupent, leur tendance naturelle est d'obtenir un monopole et avant tout la protection douanière, puis si les prix baissent de réduire la production et enfin, de maintenir des unités économiques, démodées et peu rentables.

En France, l'État s'est allié aux deux pouvoirs, professionnel et syndical pour aller dans le sens de l'ossification de l'économie.

On a pu dire que la France était un pays de 30 millions d'habitants si l'on compte que ceux qui participent à la vie industrielle. Dix millions vivraient presque en économie fermée se contentant d'échanges monétaires très limités.

Le libéralisme a sa limite dans le monopole...

La guerre (172)

La guerre moderne implique une direction totale de l'économie par l'État, c'est-à-dire la substitution comme moteur essentiel du mécanisme économique de l'ordre gouvernemental au profit capitaliste.

Vichy (191, 192, 199, 200, 212, 213, 214)

La corporation. agricole a été extrêmement totalitaire et elle s'est rattachée tous les organismes existant dans l'agriculture...

... La mainmise des dirigeants de la corporation paysanne sur l'ensemble des organismes de la paysannerie...

Au point de vue économique il suffit de savoir que la Charte du Travail interdisait les grèves et que les Comités sociaux locaux intervenaient dans la règlementation des salaires, pour l'embauchage et le congédiement ; cette intervention fut en réalité à peu près nulle puisque la fixation des salaires était à cette époque entre les mains de l'État.

Alors que l'indice des prix de détail sur la base de 100 en 1938 s'élevait à 280 au printemps 1944, à la même date l'indice des salaires horaires s'établissait à 163.

... La classe des salariés des villes est celle qui, de très loin, a le plus souffert de l'Occupation et que seule la présence des baïonnettes allemandes a empêché les ouvriers de se mettre constamment en grève.

La domination allemande, le régime politique, l'inflation elle-même, avaient bouleversé les rapports de force normaux entre les classes sociales ou économiques. Tous ceux qui produisent ou qui vendent avaient été favorisés au détriment

de la masse des salariés, des fonctionnaires et des retraités.

Conclusion finale (233)

(D'août 1944 à juin 1950) Pour l'essentiel l'accroissement de la production industrielle n'a été possible que grâce à l'allongement de la durée hebdomadaire du travail.

... La nation n'a retrouvé son niveau de vie antérieur qu'au prix du sacrifice par la classe ouvrière du « gain de loisirs » réalisé en 1936.

De quel côté la France a-t-elle le plus pesé dans la guerre mondiale ? (172, 200, 218)

L'instauration de l'économie de guerre en France a été concomitante de... l'incorporation à l'économie de guerre du Reich...

... Prélèvements de plus en plus lourds opérés par l'Occupation... 600.000 travailleurs d'abord volontaires puis contraints...

... 58.000 décès militaires de 1940 à 1945... 40.000 décès chez les incorporés dans la Wermarch seulement 3 départements (Alsaciens-Lorrains)...